

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Décret n° 73-375 du 14 mars 1973 modifiant les articles 5, 7, 8 et 12 du décret n° 50-174 du 3 février 1950 modifié relatif aux brevets de guides.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme,

Vu la loi n° 48-267 du 18 février 1948 relative aux guides de montagne;

Vu le décret n° 50-174 du 3 février 1950 modifié relatif aux brevets de guides de montagne;

Vu l'avis de la commission consultative de l'alpinisme,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions des articles 5, 7, 8 et 12 du décret n° 50-174 du 3 février 1950 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 5.

Pour être admis à se présenter à l'examen conduisant à l'attribution du brevet d'aspirant guide, les candidats doivent être âgés de vingt ans au moins et de trente-deux ans au plus au 1^{er} janvier de l'année de l'examen et avoir suivi un stage probatoire.

La validité du brevet d'Etat d'aspirant guide est au maximum de cinq années consécutives. Elle est prolongée d'une année au bénéfice des aspirants guides ayant échoué à la première tentative d'obtention du brevet d'Etat de guide de montagne. Elle est également prolongée de la durée du service militaire.

Toutefois, nul ne peut exercer en qualité d'aspirant guide, passé l'âge de trente-cinq ans, sauf réserve de l'application éventuelle des dérogations exceptionnelles prévues à l'article 10, deuxième paragraphe.

Article 7.

Les conditions d'organisation et le programme du stage probatoire prévu à l'article 5 ci-dessus, les épreuves et le programme de l'examen ainsi que la composition des jurys d'examen sont fixés par arrêté du ministre chargé des sports, après avis de la commission consultative des guides. Le jury comprend obligatoirement une majorité absolue de guides de haute montagne brevetés.

Les titulaires du brevet d'aspirant guide sont habilités à conduire des courses jusqu'au niveau « assez difficile » inclusivement (suivant la cotation préconisée par la F.F.M.) en des lieux dont l'altitude est inférieure à 3.500 mètres. Toutefois, certaines courses de niveau « assez difficile », dont le sommet culmine à plus de 3.500 mètres, pourront être autorisées. La liste de ces courses sera définie par arrêté ministériel.

Article 8.

Le brevet de guide de haute montagne permet à son titulaire d'exercer sa profession en haute montagne et en terrain difficile.

Le brevet de guide de montagne permet à son titulaire de conduire des courses en montagne mais seulement dans les conditions fixées à l'article 7 ci-dessus pour les aspirants guides.

Pour être admis à se présenter à l'examen conduisant à l'attribution du brevet de guide de montagne et du brevet de guide de haute montagne, les candidats doivent être âgés de vingt-trois ans au moins et de trente-cinq ans au plus au 1^{er} janvier de l'année en cours, être titulaires du brevet d'aspirant guide depuis au moins deux années et en cours de validité tel que défini à l'article 5 ci-dessus.

Article 12.

Les guides et aspirants guides reçoivent lors de chaque nomination ou promotion un brevet signé par le ministre chargé des sports ou son représentant.

Ils reçoivent également l'insigne du brevet dont ils sont titulaires. Dans l'exercice de la profession, les guides et aspirants guides sont tenus de porter soit cet insigne, soit celui du syndicat dont ils sont membres.

Une carte de légitimation est délivrée aux guides et aux aspirants guides au moment où ils obtiennent leur diplôme.

En outre, les aspirants guides reçoivent un livret qui comporte des feuillets numérotés destinés à recevoir la mention des courses accomplies dans l'exercice de la profession ainsi que, pour chacune

d'elles, l'attestation d'un guide ou, s'il s'agit d'une course faite dans le cadre d'une collectivité, d'un représentant habilité de celle-ci.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du présent décret, ce livret devra être joint à la liste de courses du dossier de candidature au stage de guide.

Le livret nominatif ne peut être ni prêté, ni cédé, ni échangé. Sans préjudice des sanctions pénales, toute falsification opérée par un moyen quelconque entraîne le retrait du livret par l'autorité chargée de sa délivrance. Celui qui exercera la profession de guide après la décision administrative de ce retrait encourra les peines prévues par l'article 4 de la loi du 18 février 1948 pour exercice illégal de la profession de guide.

La perte de l'insigne ou du livret doit être immédiatement signalée au fonctionnaire qui les a délivrés.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 mars 1973.

PIERRE MESSMER.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ PLEVEN.

Le ministre de l'aménagement du territoire,
de l'équipement, du logement et du tourisme,
OLIVIER GUICHARD.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,
JOSEPH COMITI.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Décret n° 73-376 du 27 mars 1973 portant application de la loi n° 72-458 du 2 juin 1972 relative à l'état civil dans le territoire français des Afars et des Issas.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des affaires sociales et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi n° 72-458 du 2 juin 1972 relative à l'état civil dans le territoire français des Afars et des Issas, notamment son article 12;

Vu le code de la nationalité française, complété et modifié notamment par la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973;

Vu la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas;

Vu le décret n° 68-146 du 14 février 1968 relatif aux attributions du haut-commissaire de la République dans le territoire français des Afars et des Issas;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Au début de chaque année judiciaire, le président du tribunal supérieur d'appel de Djibouti fixe, après avis du procureur de la République près ledit tribunal, le siège et le nombre des audiences foraines tenues en application de l'article 4 du décret du 4 février 1904, complété par l'article 3 de la loi susvisée du 2 juin 1972.

Le président du tribunal supérieur d'appel désigne les magistrats du siège qui assurent la tenue de ces audiences.

Les décisions prises en application du présent article peuvent être modifiées en cours d'année judiciaire lorsque les besoins du service l'exigent.

Le magistrat qui préside une audience foraine est assisté par un greffier en fonction au tribunal de première instance de Djibouti ou par un commis greffier assermenté.

Art. 2. — Les causes instruites en application de la loi susvisée du 2 juin 1972 sont communiquées au ministère public qui fera connaître au tribunal son avis soit par écrit, soit verbalement à l'audience.

Art. 3. — Dans le cas où le mariage concerne une personne ne justifiant pas de la nationalité française, l'officier de l'état civil appelé à célébrer le mariage selon le droit commun ou à transcrire le mariage célébré selon le statut civil particulier invite cette personne à souscrire la demande d'autorisation spéciale prévue à l'article 9 de la loi susvisée du 2 juin 1972 et à la transmettre au délégué du Gouvernement de la République.